



Journal de la
Journal

Coordination des Syndicats
CGT MICHELIN

Avril/Mai 2009



Pour une répartition des richesses en faveur du travail

Le 15 mai, agissons !

Les discours selon lesquels tout le monde doit payer la crise et partager les efforts est inacceptable.

Aujourd'hui, chez Michelin, ce sont les salariés qui règlent la facture, chômage partiel, flexibilité, congés imposés, etc... De l'autre côté, les fortunes continuent de se construire, crise ou pas, il n'y a pas d'inflexion de ce côté-là et nos dirigeants sont bien dans le ton. L'association pour le profit chère à Laurence Parisot fonctionne très bien en cette période de crise.

Depuis le début de l'année, les salariés Michelin ont pris une part grandissante dans les mouvements du 29 janvier, puis du 19 mars ou du 1^{er} mai pour exiger d'autres réponses à la crise : une répartition des richesses en faveur du travail et non un partage de la pénurie au sein du salariat.

Il y a de l'argent pour les banques, les industries, les actionnaires et il n'y en aurait pas pour ceux qui doivent vivre de leur force de travail !....

Le monde du travail, lui, fait part d'une grande responsabilité face à ces provocations d'un capitalisme décadent. Le pouvoir et le patronat tentent de médiatiser quelques "retenues" de patrons pour mieux inspirer un sentiment de crainte et éviter un élargissement du mouvement social soutenu par les trois quarts de la population, mais cela ne correspond pas à la réalité des salariés en état d'urgence social, qui font preuve d'une grande maturité.

Les salariés ne sont pas des voyous !

Le 15 mai, nous devons nous mobiliser pour réclamer notre dû, le jour de l'Assemblée des Actionnaires à Clermont-Ferrand.

Nous, nous n'irons pas dans un des nombreux paradis fiscaux dans lequel le Groupe et ses dirigeants ont des intérêts, pour dépenser notre salaire.

Michel Chevalier



Roanne

Après 12 jours imposés non travaillés au 1^{er} trimestre 2009 et avec 15 % de personnel en moins à la fabrication, l'encadrement de l'usine a fait passer le message suivant à leurs chefs d'équipes : que nous n'avions pas bien travaillé en mars : 15 000 pneus non fabriqués au mois de mars que nos clients voulaient nous acheter et que nous n'avions pas fabriqués.

Ils ont osé nous dire

La réponse des salariés à été unanime, pourquoi ne pas avoir déprogrammé un ou deux jours de congés forcés !

La réponse suivante nous a été donnée, notre coût façon se serait dégradé. Oser nous dire que de fabriquer coûte plus cher que de ne pas travailler. Il faut oser le dire !!!

Jusqu'ici l'usine avait été épargnée, le pneu tracteur se vend bien. Mais pour avril/mai, des baisses d'activités sont programmées, objectif : réduire au maximum les stocks du MU/MG.

Cela se traduit par fin de mission des intérimaires, fin de contrat pour les CDD, congés imposés, formations. Et après ?.....



Kléber Troyes

Débrayage



Golbey

A l'appel de la CGT et de SUD, les salariés de l'usine se sont mobilisés le 3 avril dernier pour montrer leur inquiétude pour l'avenir et pour exiger le maintien de tous les emplois et l'augmentation des salaires.

En pleine restructuration

La direction a annoncé la fermeture de 7 centres et la suppression de 70 emplois, les salariés concernés n'ont pas le choix, soit ils sont mutés dans un autre centre, soit ils sont licenciés. Nous assistons dans le même temps à l'apparition de franchisés Euromaster qui viennent directement concurrencer les centres existants.



Euromaster

Que cherche la direction ?...

⇔ A réduire le nombre de centres et de salariés au profit de ses franchisés ?... Profit assuré sans les contraintes liées aux personnels.

⇔ A s'implanter là où la population est le plus solvable et où les gains sont les plus importants ?...



CSM Bassens

Crise ou magouille

? . . .

Depuis le dernier trimestre 2008,

dans nos usines, les directions réduisent la production ou nous mettent en chômage partiel ; dans le même temps dans les dépôts et chez les revendeurs, il est quasiment impossible de trouver certaines dimensions de pneus

Et ce qui est rare doit être cher !...

Les Centres Euromaster ont de plus en plus de difficultés pour se réapprovisionner en pneus tourisme (Kléber, BF Goodrich, certaines dimensions Michelin).

Pour le rechapé Poids Lourds, le délai d'attente est supérieure à 4 mois.



Difficulté d'approvisionnement

Lock-out en Thaïlande :

La situation en Thaïlande est grave. Le 25 mars, la direction locale a interdit l'accès à 383 travailleurs qui refusaient de dénoncer une pétition qui avait circulé deux semaines auparavant. Celle-ci demandait à la direction de ne pas imposer unilatéralement des baisses de salaires de 13 % et de consulter les représentants du personnel à propos des effets de la crise du marché du pneu.

La pétition invitait aussi la direction de Laem Chabang à rechercher ensemble des solutions plutôt qu'à dicter ses conditions de manière

unilatérale. Elle lui demandait aussi de ne plus forcer les travailleurs à signer des documents disant accepter les baisses de salaire et à arrêter de persécuter ceux qui refusaient.

La direction de Michelin a répliqué en suspendant huit représentants des travailleurs et en imposant une baisse de 35 % des salaires de ceux qui refusaient de désavouer la pétition. Elle a aussi ramené la durée de leur congé annuel à six jours. Ensuite, le 25 mars, elle a déclenché un lock-out contre 383 des 458 signataires de la pétition.

Vive la Charte PRM (Performance et Responsabilité Michelin) qui n'engage que ceux qui y croient !

La direction a rediscuté les critères d'intéressement. Pour 2008, la marge opérationnelle prévue n'a pas été atteinte, privant les salariés de la part commune Manufacture. Les autres critères ayant été réalisés en totalité ou en partie, la direction a donc atteint son objectif d'économie et a seulement redistribué quelques miettes.

Pour les années à venir, la direction a proposé 3 % de marge opérationnelle, allant bien au-delà de ce que réclamaient certaines organisations syndicales.

Quelle générosité ! Bien sûr que non, ce n'est pas pour que les salariés aient un peu plus d'intéressement, mais ce critère étant le même que celui qui déclenche la part variable des cadres dirigeants et les stock-options, cette situation ne pouvait perdurer.

Pour 2008, une solution a été trouvée. Une Assemblée générale des Actionnaires sera convoquée le 15 mai à la suite de l'Assemblée ordinaire, avec parmi les points à l'ordre du jour, l'attribution de 3 millions (2 % du capital) de stock-options pour mise à disposition des cadres dirigeants.

Une raison supplémentaire d'aller réclamer, nous aussi, ce qui nous a manqué en 2008 !

15 mai, modalités

Dans chaque usine, si le nombre le permet, des cars pour se rendre à Clermont seront organisés.

Il faut que chaque salarié souhaitant participer s'inscrive auprès d'un militant CGT ?

Pour ceux qui ne peuvent pas faire le déplacement, des collectes, des souscriptions, permettront de financer le bus. Là aussi, à voir avec les militants CGT.

**Rassemblement dès 8 h 30 place du 1^{er} mai à Clermont-Fd
Et, si les circonstances le permettent,
cortège en direction du siège social pour interpeller la direction.**

Patrons : subventions oui, cotisations non !

Avec les milliards qu'ils reçoivent de l'Etat, nos chefs d'entreprise sont de vrais assistés. Et en plus, Parisot et ses suppôts manipulent sans vergogne pour rogner nos salaires.

Ça commence à bien faire cette sempiternelle litanie contre "les charges" qui pèseraient sur les entreprises... En fait, elles reçoivent 60 milliards d'euros par an "d'aides" à l'emploi et la Cour des Comptes affirme qu'il n'a jamais été prouvé que cela avait créé un seul emploi. Les entrepreneurs si chers à Madame Parisot sont bel et bien des assistés.

Des milliards qui partent en stock-options pour des patrons qui se sont offert 58 % d'augmentation l'an passé. S'il y a des charges, ce n'est pas pour les entreprises, mais pour nous : les exonérations de charges sociales, c'est nous les salariés en tant que citoyens qui les payons à la place des chefs d'entreprise, par l'impôt !

Ils clament aussi sur tous les tons qu'il faut "*alléger les charges sociales*" sur les salaires. Mais cela n'existe pas "les charges sociales sur les salaires" ! C'est une pure invention idéologique des néolibéraux. Dans aucun texte de loi, on ne lit qu'il y a des "charges". Regardez vos feuilles de paie, ce qu'il y a, c'est un "salaire brut" en haut et un "salaire net" en bas. Dans les deux cas, c'est du salaire. Un salaire net qu'on touche et qu'on consomme tout de suite. Et ce "salaire brut" est constitué d'une partie de "cotisations sociales" ; c'est une part de salaire

socialisé, mutualisé, mise dans un pot commun, et redistribuée (maladie, chômage, retraite, logement). Les libéraux haïssent cela. Cette part de salaire mutualisé, c'est pourtant ce qu'il y a de plus beau en France, de plus solidaire, ce n'est pas une "*charge sociale*" c'est du bonheur social ! Mais ils appellent cela une charge pour rendre confuse et discréditer la perception de ce bonheur. Ils disent : "*allégeons les charges sociales*", mais c'est une manipulation pour dire "allégeons les salaires bruts".

Le brut est du salaire indirect ou différé ? Même s'il ne le touche pas tout de suite, c'est encore plus précieux : la vie en dépend tôt ou tard. Demain à l'hôpital. Demain au chômage. Demain en retraite. Par exemple, le système de retraite par répartition, ce n'est pas une épargne (ouf, car sinon nos retraites seraient parties avec Madoff ou Lehman Brothers !), mais c'est une part de salaire versée en temps réel par ceux qui travaillent chaque mois pour assurer la retraite de nos aînés. En temps de crise, c'est ce salaire mutualisé qui résiste le mieux. Mais c'est précisément ces cotisations-là que Sarkozy s'acharne à bloquer ! Il préfère n'importe quoi en guise de diversion, des primes pour l'emploi, l'intéressement, la participation, l'épargne salariale, la prime au fuel, la prime au transport, la prime de rentrée, plutôt que la hausse de salaire, alors que seule cette dernière remplit les caisses socialisées de la protection sociale.